



La faim dans le monde recule, mais 805 millions de personnes souffrent encore de sous-alimentation chronique



©FAO/Joan Manuel Baliellas

«L'engagement politique des gouvernements se traduit de plus en plus par des actions globales et efficaces et des intervenants non étatiques renforcent aussi leur participation. Grâce à ces efforts, la perspective de voir l'objectif de sécurité alimentaire atteint de notre vivant devient plus plausible.»

José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO

Messages clés

Les dernières estimations de la FAO montrent que l'on continue de progresser dans la lutte contre la faim dans le monde: on estime qu'environ **805 millions de personnes étaient en situation de sous-alimentation chronique en 2012-2014**, soit une diminution de plus de 100 millions de personnes sur la dernière décennie, et 209 millions de personnes de moins qu'en 1990-1992. Sur la même période, la prévalence de la sous-alimentation est passée de 18,7 à 11,3 pour cent dans le monde et de 23,4 à 13,5 pour cent dans les pays en développement.

Depuis 1990-1992, **63 pays ont atteint la cible de l'OMD 1 concernant la faim et 25 pays ont réalisé l'objectif plus ambitieux du SMA**. Sur 63 pays en développement, 11 pays affichent déjà un taux de sous-alimentation inférieur à 5 pour cent (limite méthodologique garantissant la pertinence des résultats différents de zéro) en 1990-1992 et ils ont réussi à se maintenir dans cet intervalle; ce ne sont donc pas ces pays qui sont principalement visés dans le rapport 2014.

Les chiffres montrent que le premier **objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1)** – à savoir réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de sous-alimentation dans les pays en développement d'ici à 2015 – **est à notre portée**.

Même si, globalement, la situation s'est améliorée, des écarts importants persistent entre les régions. **Globalement, c'est la région de l'Amérique latine et des Caraïbes qui a le plus progressé** en matière de sécurité alimentaire; l'Afrique subsaharienne et l'Asie de l'Ouest, touchées par des catastrophes naturelles et des conflits, ont obtenu des résultats plus modestes.

Il est indispensable, pour éradiquer la faim, d'obtenir un engagement politique soutenu au plus haut niveau et de placer la sécurité alimentaire et la nutrition parmi les priorités absolues. Les études de cas du rapport sur L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2014 font apparaître que certaines régions, comme l'Afrique et l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que certains pays, ont renforcé leur engagement politique en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

La réduction de la faim appelle une approche intégrée, qui doit comprendre les éléments suivants: des investissements publics et privés propres à améliorer la productivité agricole; un meilleur accès aux intrants, aux terres, aux services, aux technologies et aux marchés; des mesures favorables au développement rural; des mesures de protection sociale pour les personnes les plus vulnérables, notamment le renforcement de la résistance de ces personnes face aux conflits et aux catastrophes naturelles; des programmes de nutrition spécifiques destinés à pallier les carences en micronutriments chez les mères et les enfants de moins de cinq ans.

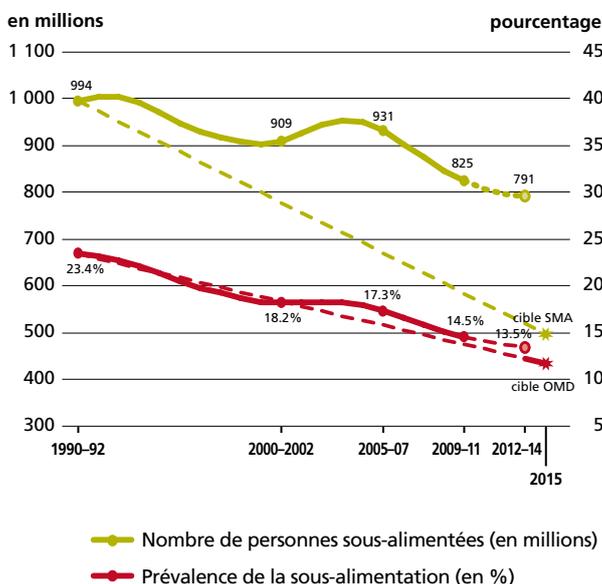
Progrès accomplis

D'importants progrès en matière de d'éradication de la faim ont été accomplis d'après des estimations très récentes de la FAO. Ce sont les pays en développement, qui réunissent la grande majorité des personnes sous-alimentées dans le monde, qui ont connu les progrès les plus marqués: on estime que 791 millions de personnes souffraient de faim chronique dans les pays en développement en 2012-2014, soit 203 millions de personnes en moins qu'en 1990-1992.

D'après le rapport sur L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2014, la Chine à elle seule a réduit le nombre de personnes sous-alimentées de 138 millions au cours de cette période et les dix pays qui ont obtenu les meilleurs résultats s'agissant de réduire le nombre total de personnes affamées en proportion de la population nationale sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Brésil, Cuba, la Géorgie, le Ghana, le Koweït, Saint-Vincent-et-les Grenadines, la Thaïlande et le Venezuela.

Malgré ces progrès généraux accomplis dans les pays en développement dans leur ensemble, il reste beaucoup à faire pour réduire la sous-alimentation et améliorer la sécurité alimentaire. Le rapport 2014 sur L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde montre que pour faire reculer la faim dans le monde, il faut une volonté politique qui se traduise par des politiques, des programmes et des cadres juridiques adaptés et par l'allocation de ressources suffisantes. Le rapport 2014 présente des exemples d'initiatives nationales qui ont permis de réduire la faim, mais il met aussi en évidence des facteurs qui peuvent avoir un effet de goulet d'étranglement.

Évolution de la sous-alimentation dans les régions en développement – progrès enregistrés en direction des OMD et des objectifs du SMA et projections



N.B.: Les données relatives à 2012-2014 sont des estimations provisoires
 Source: FAO

Les pays qui ont atteint la cible de réduction de moitié de la proportion de la population qui souffre de la faim inscrite dans le premier OMD sont les suivants: Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Barbade, Bénin, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jordanie, Kazakhstan, Kiribati, Liban, Malaisie, Malawi, Maldives, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Niger, Nigéria, Panama, Philippines, République dominicaine, Togo, Tunisie et Turquie.

Les pays qui ont atteint à la fois la cible de réduction de moitié de la proportion des personnes affamées inscrite dans l'OMD 1 et l'objectif du SMA de réduire de moitié le nombre absolu de personnes affamées sont les suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Brésil, Cameroun, Chili, Cuba, Djibouti, Géorgie, Ghana, Guyana, Kirghizistan, Koweït, Mali, Myanmar, Nicaragua, Pérou, République de Corée, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Thaïlande, Turkménistan, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du) et Viet Nam.

Les pays qui affichent un taux de sous-alimentation inférieur à 5 pour cent en 1990-1992 et qui ont pu le maintenir dans cet intervalle sont les suivants: Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Barbade, Brunéi Darussalam, Égypte, Émirats arabes unis, Kazakhstan, Liban, Tunisie et Turquie.

Les progrès accomplis dans la lutte contre la faim au niveau mondial tiennent principalement aux résultats obtenus dans les pays qui ont déjà atteint la cible C du premier OMD, à savoir réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim d'ici à 2015; 25 de ces 63 pays (sur les 136 pays et territoires suivis par la FAO) ont déjà atteint l'objectif plus ambitieux du Sommet mondial de l'alimentation (SMA), qui est de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées entre 1990 et 2015.

Les initiatives régionales de lutte contre la faim gagnent du terrain, notamment en Amérique latine et dans les Caraïbes. **En juillet 2014, lors du sommet de l'Union africaine à Malabo (Guinée équatoriale), les chefs d'États africains se sont engagés à mettre un terme à la faim sur le continent d'ici à 2025. L'an dernier, lors du premier sommet de la Communauté des États latinoaméricains et caribéens, les chefs d'État et de gouvernement ont approuvé l'objectif Faim zéro 2025** et réaffirmé l'engagement de la région en faveur de l'initiative Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim en 2025 lancée en 2005. À elles deux, ces régions rassemblent 90 États et 1,5 milliard de personnes. Cet engagement constitue un message fort adressé à leurs citoyens et au reste du monde.

La décision prise par la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes d'éliminer la faim d'ici à 2025 sous-tend les mesures nationales et régionales favorables à la sécurité alimentaire qui ont permis à la région dans son ensemble d'atteindre la cible concernant la faim inscrite dans le premier objectif du Millénaire pour le développement. En outre, l'Amérique latine a également atteint l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation.

L'engagement d'éliminer la faim d'ici à 2025 pris par l'Afrique procède de la même logique et renforce le travail mené dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). L'engagement pris à Malabo s'inscrit en outre dans le droit fil de la décision de renforcer les initiatives de coopération Sud-Sud entre les pays africains, dont fait foi la création, en 2013, du Fonds fiduciaire africain de solidarité pour la sécurité alimentaire.

M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, s'est félicité de cet engagement réaffirmé et de l'intensification des activités visant à promouvoir la sécurité alimentaire durable et il s'est réjoui de ce que de nombreux pays et régions relèvent le Défi Faim zéro:

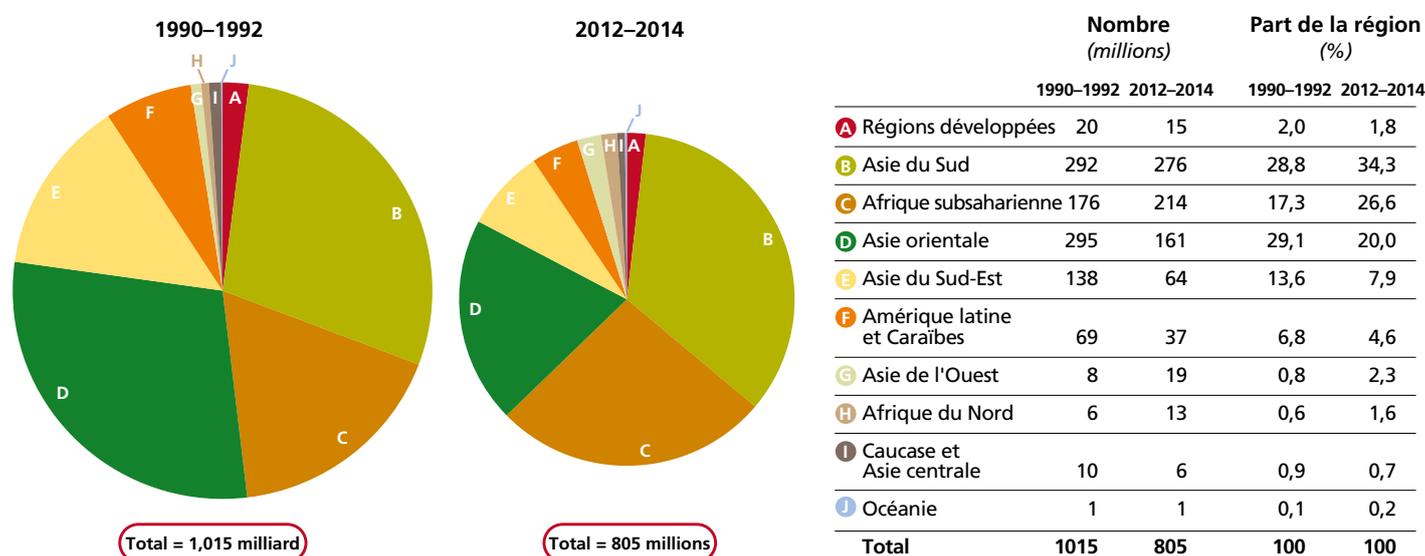
«La volonté politique des gouvernements se traduit de plus en plus par des mesures complètes et efficaces, associées au renforcement de la participation d'acteurs non étatiques. Le Timor-Leste a récemment lancé un plan national pour relever le Défi Faim zéro. L'Inde a récemment voté une loi nationale sur la sécurité alimentaire destinée à multiplier les efforts consentis pour éliminer la faim, elle pourrait créer l'un des programmes d'achat d'aliments issus de l'agriculture familiale les plus importants au monde et elle élargit son dispositif d'intégration financière par des transferts directs.

Ces efforts consentis au niveau régional sont par ailleurs importants s'agissant d'étayer les mesures prises par les pays pour concrétiser l'objectif consistant à apporter aux populations la sécurité alimentaire de leur vivant. L'Afrique et l'Amérique latine en sont de bons exemples.

En 2003, l'Afrique a lancé le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). En 2013, le Fonds fiduciaire africain de solidarité pour la sécurité alimentaire a été créé, preuve que les pays tiennent à développer la coopération Sud-Sud. Ces initiatives procèdent de la conscience de ce qu'un pays ne peut parvenir à la sécurité alimentaire si ses voisins souffrent encore de la faim. Cette solidarité et cette coopération qui s'expriment sont nécessaires pour relever les défis qui pèsent sur l'Afrique, et notamment pour que les pays résistent mieux aux phénomènes climatiques extrêmes et qu'ils assurent la paix dans la région. Cette année, les dirigeants africains ont pris l'engagement ambitieux d'éradiquer la faim d'ici à 2025. Je suis certain que nous verrons les premiers résultats concrets de cette décision dans les prochaines années.»

Le Directeur général de la FAO poursuit: «L'Initiative Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim en 2025 a été lancée en 2005 par le Brésil et le Guatemala, qui se sont inspirés du Programme Faim Zéro brésilien, et elle a été rapidement adoptée par l'ensemble des pays de la région. La FAO a soutenu cette initiative dès le départ, en travaillant aux côtés des gouvernements, des parlements et d'intervenants non étatiques. Année après année, les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes ont élaboré des stratégies de sécurité alimentaire plus intégratrices et renforcé la protection sociale, conscients de ce qu'il ne suffisait pas d'accroître la production pour en finir avec la faim. Toutes ces mesures concourent à expliquer les progrès que l'Amérique latine et les Caraïbes sont en train d'accomplir dans la lutte contre la faim.»

Évolution de la répartition de la faim dans le monde, en nombres absolus et relatifs, par région, entre 1990-1992 et 2012-2014



N.B.: Les parts du camembert sont à proportion du nombre total de personnes sous-alimentées pour chaque période. Tous les chiffres sont arrondis.
Source: FAO

Des écarts entre les régions

Même si la situation s'est améliorée à l'échelle du monde en développement dans son ensemble, il reste des écarts importants entre les régions. De manière générale, l'**Afrique** progresse lentement en matière de réalisation des objectifs internationaux concernant la faim; plus particulièrement, l'Afrique subsaharienne est en retard. La région a été frappée par des conflits et des catastrophes naturelles et une personne sur quatre reste sous-alimentée en Afrique subsaharienne, sous-région qui accuse la prévalence la plus élevée au monde.

L'**Asie**, région la plus peuplée au monde, a réduit le nombre de personnes souffrant de la faim de 217 millions depuis 1990-1992. Les trois pays qui affichent les meilleurs résultats s'agissant de réduire

le nombre absolu de personnes sous-alimentées se trouvent en Asie: la Chine en compte 138 millions de moins par rapport à 1990-1992, et l'Inde et le Viet Nam, 20 millions de moins. Toutefois, les deux tiers des personnes souffrant de la faim dans le monde vivent en Asie, puisque 526 millions de personnes y restent sous-alimentées. L'Asie de l'Ouest accuse en revanche une hausse de 10,5 millions du nombre de personnes sous-alimentées sur la même période, soit une progression de 6,3 à 8,7 de la population totale. En Asie du Sud, 276 millions de personnes souffraient de sous-alimentation chronique en 2012-2014, ce qui ne représente qu'une très faible amélioration par rapport aux chiffres de 1990-1992. L'Asie du Sud-Est et l'Asie de l'Est affichent des progrès beaucoup plus rapide. L'Asie du Sud-Est a d'ailleurs déjà atteint l'objectif du SMA relatif à la faim.

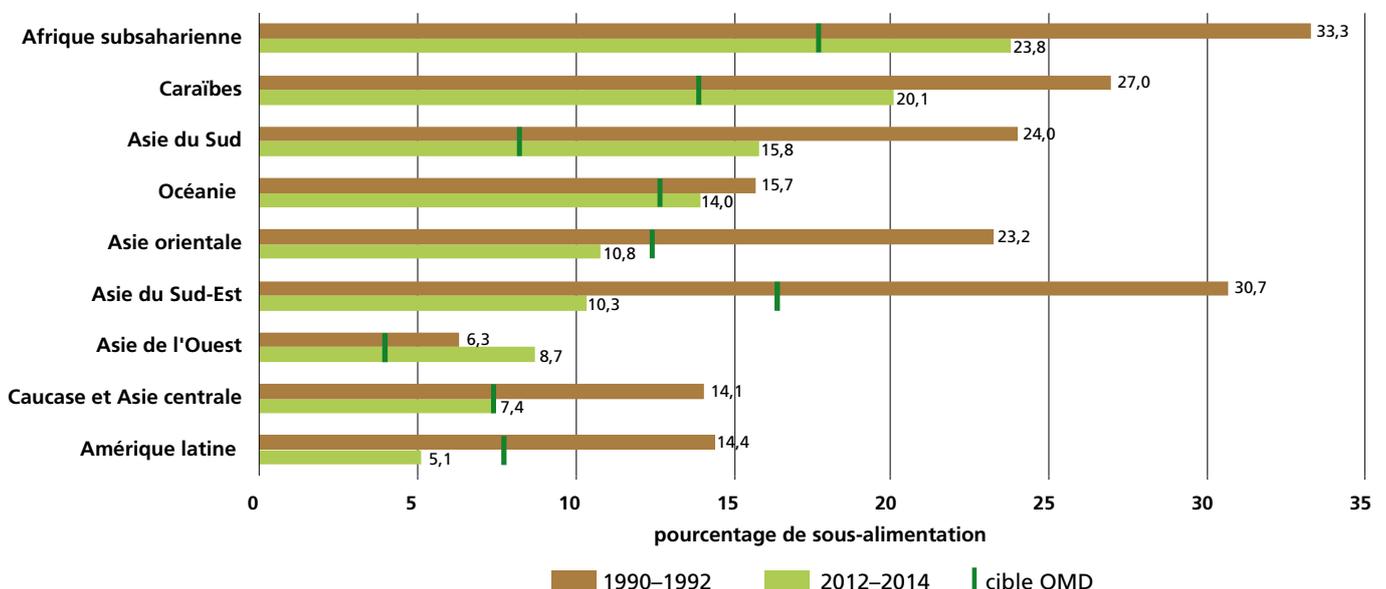
La région **Amérique latine et Caraïbes** est parmi celles qui ont accompli les progrès les plus importants en matière de lutte contre la faim. Cette région est la seule à avoir déjà atteint, dans son ensemble, la cible C de l'OMD 1 et elle est presque dans les temps pour atteindre l'objectif plus ambitieux du SMA qui consiste à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim. L'Amérique latine a déjà atteint l'objectif du SMA.

L'**Océanie** est la région en développement qui compte le moins de personnes sous-alimentées, même si elle a vu ce nombre progresser ces vingt dernières années. La région doit faire face non seulement à la recrudescence de la sous-alimentation, mais aussi au problème important et croissant de l'excès pondéral et de l'obésité.



©FAO/AFP/Hoang Dinh Nam

Tendances de la sous-alimentation: on observe des progrès dans presque toutes les régions, mais à des rythmes très différents



Un environnement propice à la sécurité alimentaire et à la nutrition

L'un des principaux enseignements tirés de l'analyse des initiatives conduites dans les différents pays est que la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des problèmes complexes qu'une partie prenante ou un secteur ne peuvent résoudre à eux seuls. Pour s'attaquer aux causes immédiates et aux causes profondes de la faim, il faut prendre un éventail de mesures dans différents domaines, notamment la production et la productivité agricoles, le développement rural, les forêts, les pêches, la protection sociale et le commerce et les marchés. Bon nombre de ces mesures doivent être prises aux échelons national et local, mais il faudra aussi engager une action à un niveau plus large pour résoudre les problèmes de nature régionale et mondiale. Les politiques et les programmes sont élaborés et mis en œuvre dans des environnements sociaux, politiques, économiques et agroécologiques complexes.

Les processus, qu'ils soient définis par des dispositions légales ou par des arrangements officiels, ont un effet sur la façon dont les personnes et les institutions interagissent pour influencer sur les résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. L'un des grands enjeux de la gouvernance en matière de sécurité alimentaire est de favoriser un «environnement propice» qui incite tous les secteurs à avoir un meilleur impact sur la faim, la malnutrition et de l'insécurité alimentaire. Les cinq dimensions essentielles de cet environnement propice sont les suivantes:

1. Politiques, programmes et cadres juridiques.

Des politiques, des stratégies et des programmes d'investissement complets, fondés sur des éléments factuels et sur l'expérience, qui abordent les causes profondes de l'insécurité alimentaire, ainsi que les politiques d'accès à la nourriture et les programmes de protection sociale, et qui s'inscrivent dans un cadre juridique protégeant le droit des personnes à une alimentation adéquate.

2. Ressources humaines et financières.

Allocation et déploiement des ressources financières et humaines nécessaires, en faisant fond sur les capacités des pouvoirs publics.

3. Mécanismes de coordination et partenariats.

Pour garantir la coordination, la conception et la mise en œuvre à un haut niveau interministériel des stratégies, des politiques et des programmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

4. Prise de décision fondée sur des données factuelles.

La prise de décision en matière de sécurité alimentaire et de nutrition doit s'appuyer sur des systèmes d'information fonctionnels qui suivent les tendances et les mesures et évaluent les incidences rapidement et complètement, ce qui permet de tirer des enseignements utiles pour ajuster le processus de prise de décision.

5. Résilience.

Politiques et approches visant à renforcer la résistance des moyens de subsistance aux catastrophes naturelles, y compris les événements climatiques extrêmes, ainsi qu'aux crises graves et aux conflits.

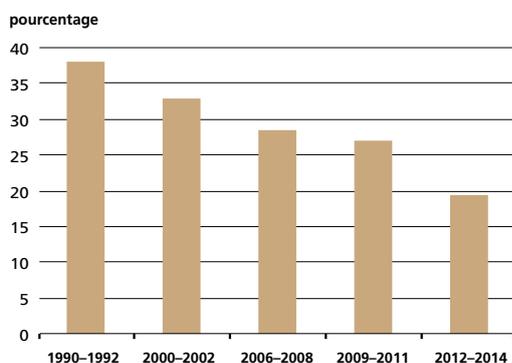
©FAO/Giulio Napolitano



Les pays que le FIDA, le PAM et la FAO ont étudiés pour préparer le rapport sur L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde ont eu des expériences très différentes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, ce qui s'explique par les différences qui les distinguent s'agissant de leur stabilité politique et de leur croissance économique, ainsi que de leurs contextes culturels, sociaux et environnementaux.

Cependant, tous ces pays se sont attaqués à l'insécurité alimentaire en agissant simultanément sur plusieurs fronts: renforcement de la productivité agricole (et des revenus de l'agriculture), mesures en faveur du développement rural, accès facilité des personnes défavorisées à une alimentation adéquate.

Prévalence de la sous-alimentation – État plurinational de Bolivie, entre 1990-1992 et 2012-2014

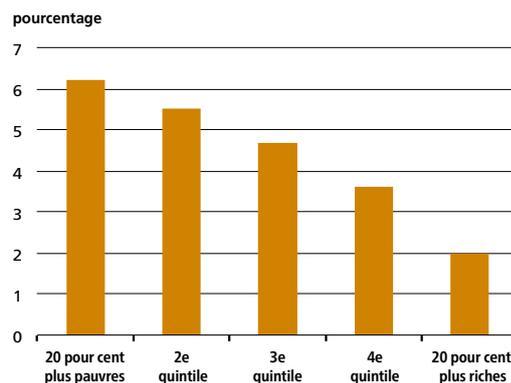


L'État plurinational de Bolivie a mis en place des processus et des institutions auxquels sont associées toutes les parties prenantes, en particulier les populations autochtones auparavant marginalisées. L'accent fortement mis sur les politiques en faveur de la sécurité alimentaire chez les pauvres a eu pour effet un recul rapide de la sous-alimentation, soit 7,4 pour cent entre 2009-2011 et 2012-2014. La sous-alimentation chronique chez l'enfant de moins de trois ans a chuté de 41,7 à 18,5 pour cent entre 1989 et 2012.

©FAO/Walter Astrada



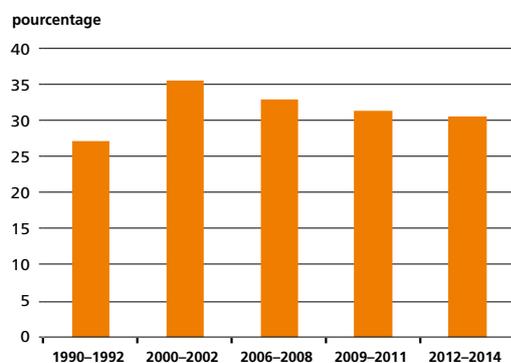
Croissance annuelle moyenne du revenu familial par personne, par quintile de revenu, Brésil, 2001-2012



Source: Gouvernement du Brésil, 2014.

Le **Brésil** a atteint les cibles concernant la faim des OMD et du SMA. Les progrès accomplis en direction de ces objectifs définis au niveau international se sont accélérés en 2003 grâce au lancement du Programme Faim zéro, lequel a permis de mettre l'éradication de la faim au centre des préoccupations politiques du Brésil et de mettre en œuvre une approche globale pour promouvoir la sécurité alimentaire en établissant des liens entre l'appui à la production et la protection sociale.

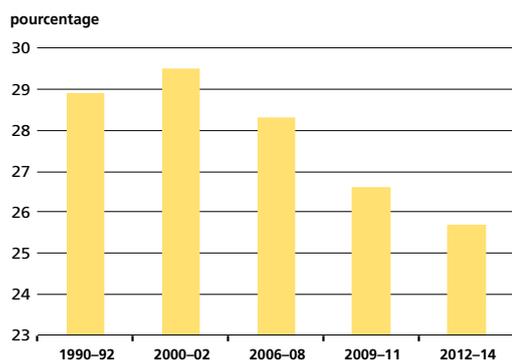
Prévalence de la sous-alimentation, Madagascar, entre 1990-1992 et 2012-2014



Source: FAO

À **Madagascar**, la crise politique a entravé la création d'institutions chargées de la sécurité alimentaire et le pays s'attache aujourd'hui à renforcer ses capacités. Un train de mesures dans le cadre du Programme sectoriel Agriculture, Élevage et Pêche (PSAEP) vise à accroître les revenus ruraux de 40 pour cent et à réduire la pauvreté de moitié en favorisant la productivité de l'agriculture et l'utilisation durable des ressources naturelles. Le Plan national d'action pour la nutrition 2012-2015 (PNAN2) a pour objet de réduire la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants et aussi de faire passer de 65 pour cent à 43 pour cent la part relative de la population qui consomme moins de 2 300 kilocalories par jour.

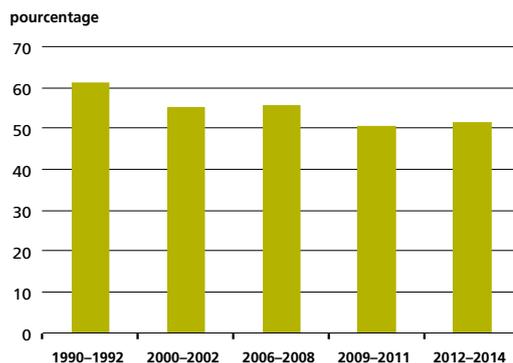
Prévalence de la sous-alimentation, Yémen, 1990-92 et 2012-14



Source: FAO

Au **Yémen**, après les troubles politiques récents, le Gouvernement provisoire a pris des mesures pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. La Stratégie nationale en matière de sécurité alimentaire vise à réduire l'insécurité alimentaire d'un tiers d'ici à 2015, à mettre 90 pour cent de la population en situation de sécurité alimentaire d'ici à 2020 et à faire reculer la malnutrition infantile d'un moins un point de pourcentage par an.

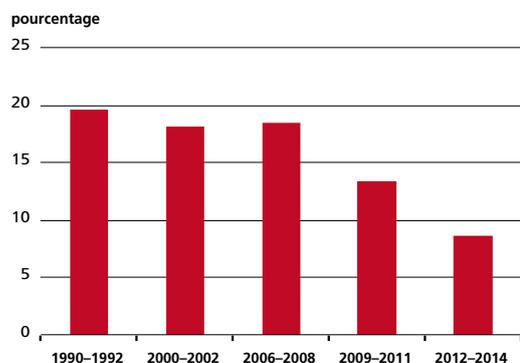
Prévalence de la sous-alimentation, Haïti, entre 1990-1992 et 2012-2014



Source: FAO

Haïti, pays en situation de crise prolongée et fréquemment frappé par des catastrophes naturelles, a également pris des mesures pour améliorer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques relatives à la sécurité alimentaire afin de relever les nombreux défis auxquels il est confronté. L'approche sur deux fronts suivie par son gouvernement afin de combattre l'insécurité alimentaire s'appuie entre autres sur un Programme triennal de relance agricole, ainsi que sur le programme Aba Grangou destiné à améliorer l'accès à la nourriture et son utilisation.

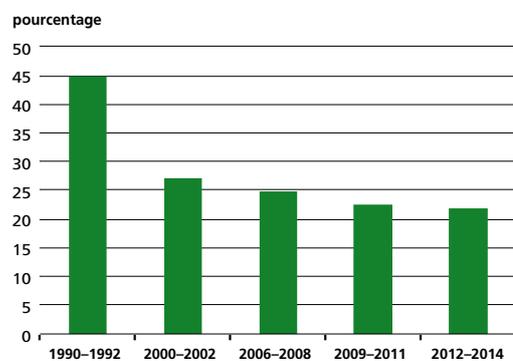
Prévalence de la sous-alimentation, Indonésie, entre 1990-1991 et 2012-2014



Source: FAO

L'**Indonésie** a bien progressé en mettant en place un environnement propice grâce à des mesures prévoyant notamment le renforcement des capacités des pouvoirs publics locaux et en adoptant la loi n° 18/2012, qui reconnaît officiellement l'alimentation comme un droit fondamental. Les stratégies nationales de développement de l'agriculture et de renforcement de la sécurité alimentaire comprennent aussi des initiatives essentielles, prévoyant notamment des subventions aux engrais et aux semences à l'intention des agriculteurs et des subventions alimentaires pour les personnes pauvres.

Prévalence de la sous-alimentation, Malawi, entre 1990-1992 et 2012-2014



Source: FAO

Au **Malawi**, les progrès accomplis en matière de lutte contre la faim contrastent avec les dispositifs mis en place par le pays en matière de sécurité alimentaire, encore modestes mais qui s'améliorent. La faim et l'alimentation inadéquate régressent depuis 2005, c'est-à-dire depuis le début de la croissance soutenue et persistante de la production de maïs. La sécurité alimentaire et la nutrition restent des défis à relever dans ce pays; elles sont parmi les priorités principales du plan de développement global: la Stratégie de croissance et développement du Malawi pour 2011-2016.

Principaux enseignements tirés des études de cas par pays



©UN photo/Ryan Brown

Les progrès accomplis en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont fonction de l'interaction complexe et changeante de nombreux facteurs. Certains de ces facteurs échappent au contrôle des pouvoirs publics, mais il peut être utile d'améliorer la gouvernance de la sécurité alimentaire au moyen de lois bien conçues, d'institutions efficaces et de processus politiques ouverts. L'amélioration de l'efficacité des interventions des pouvoirs publics nécessite essentiellement les éléments ci-après:

Un **engagement politique durable en faveur de la sécurité alimentaire**, au plus haut niveau, qui suppose la reconnaissance du droit à l'alimentation comme un droit humain fondamental et l'appui à la concrétisation de ce droit par l'adoption des mesures et des cadres juridiques utiles. Un engagement politique solide est nécessaire pour donner la priorité à la sécurité alimentaire et à la nutrition et pour conférer l'élan nécessaire afin de surmonter les difficultés et d'entreprendre les réformes institutionnelles requises.

Continuité des politiques de sécurité alimentaire même en cas de changement de gouvernement. Il faut mettre en place des cadres juridiques imposant à l'État le devoir de poursuivre les programmes engagés à l'appui de la sécurité alimentaire et du droit à l'alimentation.

La **participation effective de toutes les parties prenantes aux processus politiques.** L'association de toutes les parties prenantes, en particulier les bénéficiaires, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition permet aux groupes politiquement faibles et marginalisés de s'exprimer, ce qui donne lieu à l'adoption de politiques plus équitables qui répondent aux besoins des personnes vulnérables.

Adoption de stratégies globales destinées à améliorer la sécurité alimentaire. Il est nécessaire de suivre une approche multisectorielle pour apporter un soutien immédiat aux familles vulnérables, tout en combattant les causes profondes de la sous-alimentation. Des mesures doivent être prises notamment pour promouvoir la production et la consommation durables d'aliments, renforcer la résilience des populations vulnérables de sorte qu'elles puissent mieux supporter les événements climatiques extrêmes, garantir que chaque citoyen ait un accès adéquat à l'alimentation en étoffant les programmes de protection sociale, en particulier de transfert d'argent, et, si possible, renforcer les liens entre la protection sociale et l'appui à la production pour stimuler le développement local.

L'amélioration de la coordination entre les différents ministères, services et organismes. Il convient de bien coordonner les principaux programmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition conçus et mis en œuvre par les ministères et les organismes compétents afin d'atteindre les grands objectifs généraux. Il faut veiller à cet effet à ce que l'action publique soit coordonnée efficacement et à ce que les pouvoirs publics jouissent d'une autorité politique réelle et soient investis d'un mandat, d'une mission et de responsabilités clairement définis.

La mise en place de cadres juridiques aux fins de l'autonomisation et de la responsabilisation des gouvernements nationaux et des autres partenaires les uns à l'égard des autres. Il est important que toutes les parties prenantes et tous les groupes de parties prenantes travaillent ensemble de manière responsable en faveur de l'efficacité et de l'efficacité des mesures d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Le renforcement des capacités des pouvoirs publics utiles pour la conception et la mise en œuvre de programmes et de politiques plus efficaces en matière de sécurité alimentaire. Il s'agit de renforcer les capacités de planification stratégique et d'élaboration des politiques à tous les niveaux, mais également la mobilisation de ressources humaines et financières suffisantes et l'utilisation de systèmes d'information fonctionnels.



©FAO/Riccardo Gangale



©FAO/Bahag



©FAO/Alessia Pierdomenico



©FAO/Ivo Balderi

Prière de citer comme suit: FAO, FIDA et PAM. 2014. *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2014. Créer un environnement plus propice à la sécurité alimentaire et à la nutrition.* Rome, FAO.

Ce fascicule présente le rapport sur *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2014* dans ses grandes lignes. La version intégrale du document contient de nouvelles estimations sur la sous-alimentation, ainsi que des informations actualisées sur les progrès accomplis en direction des objectifs relatifs à la faim inscrits dans la Déclaration du millénaire pour le développement et dans la Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation.

Rapport dans sa version intégrale: www.fao.org/3/a-i4030e.pdf

